

Nicolas Maduro, président du Venezuela, appelle les militaires à la loyauté : « Il faut serrer les rangs pour la patrie. Ceux qui doutent doivent quitter les forces armées immédiatement. Ici, personne ne peut se cacher. » © EPA.



MONDE

Pour l'opposition, tout reste encore à faire

FRANCE Même si le chef de l'Etat dévisse, le paysage politique peine à se reconstruire

- ▶ Gauche et droite font leur rentrée sans fanfare.
- ▶ En attendant celle, tout aussi discrète, du FN.
- ▶ Seule la France insoumise est à l'offensive.

PARIS
DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Et quoi après la fin du crétaqué ? Par quoi remplacer les partis dinosaures déstabilisés par l'élection d'Emmanuel Macron ? Cent jours après l'intronisation du président, la nouvelle faune politique reste à réinventer. Sur les ruines du monde ancien, seule la France insoumise se plaît à rugir. L'auto-proclamée « nouvelle gauche » et la vieille droite se débattent pour ne pas succomber à l'Évolution. Et le Front national fait profil bas.

Alors que les universités d'été offrent traditionnellement aux partis l'occasion de se régénérer, l'édition 2017 fait pâle figure. Exit la flamboyance de La Rochelle, où les cadors écrivaient l'histoire du PS, en cassant les pinces des langoustines autant que les pattes des rivaux sur le Vieux-Port. Loin aussi, les réunions de famille à La Baule, quand les ténors des Républicains posaient tous ensemble sur la photo. Emmanuel Macron a beau déjà dévisser dans l'opinion, l'opposition peine à en profiter.

Au PS, silence, on se débat

« Les Français ont aimé la bande-annonce, mais après un quart d'heure de film, la moitié de la salle a déjà quitté le cinéma », constate Olivier Faure. Le patron des trente et un députés PS qui ont survécu à la déflagration électorale l'admet pourtant : « L'alternative n'existe pas encore. A nous de crédibiliser une nouvelle offre à gauche ».

L'espace ? Il existe. « Un créneau demeure pour une gauche modérée », analyse Fabien Escalona, docteur en sciences politiques et collaborateur scientifique au Cevipol de l'ULB. « Emmanuel Macron, ce n'est pas la social-démocratie. En campagne, le candidat défendait l'idée d'un équilibre entre efforts budgétaires et investissements. Mais sous la double pression des lieux d'affaires et de la contrainte européenne, le président a tranché dans le sens du libéralisme, avec un mélange de réformes structurelles, de baisses d'impôts qui favorisent les plus aisés et de coupes dans les dotations des collectivités. L'espace existe, mais le PS, qui connaît un creux inédit dans l'histoire du parti d'Épinay, ne semble pas encore en mesure de l'occuper », poursuit le politologue.

François Hollande revient hanter les terres brûlées d'un parti qu'il a dirigé pendant onze ans. Benoît Hamon, le candidat malheureux d'une présidentielle désastreuse pour le PS, s'affranchit de la vieille écurie pour fonder son propre mouvement, accusé par ses anciens amis d'être parti avec la caisse. Et pendant ce temps, les cadres du parti se réunissent à huis clos ce week-end à Paris. Les plaies sont multiples : leadership, programme, stratégie, finances. « Cent jours après une défaite historique, on ne peut pas imaginer que l'un d'entre nous émerge déjà », relativise Olivier Faure qui met toutefois en garde : le futur patron du parti ne devra pas avoir d'ambition présidentielle. Sur le fond ? « Il nous faudra un projet



C'est la rentrée politique : Jean-Luc Mélenchon est à l'offensive à Marseille, François Hollande revient hanter un PS en lambeaux, Laurent Wauquiez se prépare à raffer la mise chez les Républicains et Marine Le Pen, déstabilisée, s'offre deux semaines de réflexion supplémentaires. © AFP, REUTERS.

en phase avec le monde d'aujourd'hui, le défi climatique, la révolution numérique. Un projet qui pourrait aussi parler aux électeurs de Macron, de Mélenchon et de Hamon », poursuit le patron des députés, observant que ses concurrents ne semblent pas prêts pour l'unité. A l'en croire, la vente du siège de Solférino, qui pourrait renflouer les caisses du parti, doit participer de cette rupture symbolique. « Historiquement, Mitterrand voulait que le PS soit proche du Parlement. Mais maintenant, tout le monde sait qu'on peut gouverner. On pourrait aller ailleurs ».

A droite, on s'apprête à l'OPA

A droite, le tableau n'est pas plus réjouissant. Les Républicains n'ont toujours pas digéré la défaite. François Fillon est parti dans le privé. L'ancien candidat à la présidentielle a rejoint un cabinet de gestion d'actifs. Alain Juppé s'est replié sur Bordeaux. Nicolas Sarkozy, de son propre aveu, « s'emmerde » au conseil d'administration du groupe Accor. La nomination d'Edouard Philippe à Matignon a achevé de disperser une droite privée de leader. Les juppistes se retrouvent ce week-end à Bordeaux, les Républicains « canal historique » au Touquet, les « constructifs » à Trouville avant les fillonnistes à La Baule. Mais c'est en Haute-Loire, au Mont Mezenc, que pourrait s'écrire la prochaine histoire. Début septembre, Laurent Wauquiez fera comme chaque année l'ascension de sa « roche de Solutré ». Le très conservateur président de la région Auvergne-Rhône-Alpes peaufine son OPA sur un parti qu'il veut ancrer beaucoup plus à droite. « On a trop voulu faire la synthèse », regrette le député LR Eric Ciotti, l'un de ses principaux soutiens. « Il faut en finir avec la dictature des modérés. L'eau tiède nous a trop conduits à la défaite ». Son appel à une droite plus musclée pourrait être entendu. Les présidents de région Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, ont renoncé. Seuls des seconds couteaux, le député Daniel Fasquelle ou Laurence Portelli, ancienne porte-parole de François Fillon, pourraient affronter le favori lors de l'élection du président de LR en décembre. Pas sûr qu'ils le contraignent ne fût-ce qu'à un second tour...

La France insoumise se grise

Dans cet été politiquement morose, seule chante la France insoumise. A Marseille, la ville où il s'est fait élire, Jean-Luc Mélenchon tient ce week-end de premiers « Amphis d'été ». Au menu : conférences, formations, défilés. Trois mille personnes sont attendues. L'occasion de bomber le torse alors que les dix-sept députés de la gauche radicale ont fait des premiers pas remarquables à l'Assemblée. « Contrairement aux autres qui réfléchissent toujours à leur axe stratégique et à leur programme, nous avons déjà un socle », explique l'un d'eux, Adrien Quatennens. « Après la présidentielle, il n'y a pas eu de ressac. Au contraire ! On constate à Marseille un afflux de militants ». Le jeune député du nord, 27 ans à peine, fixe l'horizon. « Il nous faut être présent dans le mouvement social contre la loi Travail. Mais il nous faut surtout nous projeter vers la suite. Nous ne voulons pas seulement être une force de protestation. Notre but ultime, c'est la prise de pouvoir ! », dit-il. Pour y accéder, le mouvement devra se

transformer. « Mais pas question de tomber dans les travers des partis, avec leurs cartels, leurs chapelles et leurs courants. Nous devons chercher à nous structurer tout en restant souple, trouver des recettes pour prendre de décisions collectives », dit encore le député.

Créer une véritable force de gouvernement ? Le Front national ne rêvait pas d'autre chose avant que sa candidate se fracasse dans la dernière ligne droite de la présidentielle. Dans quinze jours, Marine Le Pen, déstabilisée, fera elle-même une rentrée agitée dans le petit village de Brachay, en Haute-Marne, dont elle a fait le symbole de « la France des oubliés ».

Même en difficulté, Emmanuel Macron n'a pas encore grand-chose à craindre de l'opposition. Fin septembre, La République en Marche vivra son premier test électoral avec les sénatoriales. Un scrutin indirect (ce sont les élus locaux qui votent) qui devrait mécaniquement favoriser la droite. Au-delà, il n'y aura pas d'autre scrutin avant les Européennes de 2019. ■

JOËLLE MESKENS

LA RENTRÉE DES PARTIS

Demandez le programme...

Le PS à Paris. Le parti réunit ses cadres ce week-end à Paris. Avec 31 députés contre 279 dans l'ancienne législature, les difficultés financières du PS ne sont pas minces. Il pourrait se résoudre à vendre son siège historique de la rue de Solférino. Le prochain congrès devrait avoir lieu entre février et juin 2018.

La droite éparpillée. Des réunions au Touquet, à la Baule, à Bordeaux, à Lyon, ou encore en Ile-de-France. On n'y retrouverait pas ses jeunes. Même si elle conserve 100 députés, la droite reste éparpillée quatre mois après la présidentielle. L'élection du nouveau dirigeant de LR aura lieu les 10 et 17 décembre. Laurent Wauquiez part favori.

La France insoumise à Marseille. Jean-Luc Mélenchon prononcera dimanche le discours de clôture des premiers « Amphis d'été ». Fort de ses dix-sept députés, le parti a marqué les esprits lors de la session parlementaire extraordinaire de cet été. Il compte poursuivre sur sa lancée avec une journée d'action contre la Loi Travail le 23 septembre. Une convention est également programmée pour mi-octobre.

Le FN à Brachay. Marine Le Pen fera sa rentrée le 9 septembre dans ce minuscule village de la Haute-Marne où elle enregistre ses meilleurs scores électoraux. Avec huit députés à l'Assemblée, elle n'a pas pu constituer un groupe parlementaire. Contestée à l'intérieur même de son camp depuis sa fin de campagne ratée, elle a dû récemment subir les foudres du maire de Béziers Robert Ménard. Un congrès du FN est prévu pour mars 2018.

Les Verts à Dunkerque. Les écologistes ne comptent plus un seul député. C'est dire l'ampleur du chantier qui les attend.

Les communistes à Angers. Après la fin de leur alliance avec Jean-Luc Mélenchon, les communistes, qui conservent 11 députés, veulent continuer d'exister. Ils appellent à une révolution interne d'ici à 2018.

J.O.M.